

**Etablissement Public Territorial  
PARIS TERRES D'ENVOL**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Siège  
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS  
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte  
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

**DECISION DU PRESIDENT**

**DU 30 JUILLET 2019**

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF, LE TRENTE JUILLET  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL  
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°36 – FINANCES – MODIFICATION DE LA DECISION N°18 DU 22 FEVRIER 2017 PORTANT CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES POUR LA PERCEPTION DE LA REDEVANCE SPECIALE POUR LA COLLECTE DES DECHETS BANALS D'ACTIVITES DES COMMUNES DU TERRITOIRE «PARIS TERRES D'ENVOL»**

**Le Président,**

**Vu** l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

**Vu** le décret n°2015-1660 du 11 Décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial « Paris Terres d'Envol »,

**Vu** l'article L.5219-5 du Code Général des Collectivités territoriales attribuant compétence au Territoire en matière de gestion des déchets et prévoyant que lorsque cette compétence était exercée, pour le compte des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, par des syndicats à la date du 31 décembre 2015, l'établissement public territorial se substituerait, jusqu'au 31 décembre 2016, aux communes ou aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre au sein des syndicats concernés et qu'à l'issue de cette période, l'établissement public territorial serait retiré de plein droit des syndicats concernés.

**Vu** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,

**Vu** la délibération de l'établissement public territorial « Paris Terres d'Envol » en date du 11 janvier 2016 par laquelle le conseil territorial a délégué ledit jour, à son Président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions pour créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services du territoire,

**Vu** le décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment son article 22,

**Vu** le décret N° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret N°66-850 du 15 Novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

**Vu** l'arrêté ministériel en date du 3 Septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des établissements publics nationaux et au montant du cautionnement imposé à ces agents,

**Vu** l'instruction codificatrice N° 06-031-A-B-M en date du 21 Avril 2006 définissant les dispositions concernant les régies de recettes, les régies d'avances et les régies de recettes et d'avances des collectivités et établissements publics locaux,

**Vu** le décret n°2018-689 du 1<sup>er</sup> août 2018 fixant les seuils et échéanciers d'entrée en vigueur de l'obligation de l'offre de paiement en ligne,

**Vu** l'avis conforme de Madame le comptable public assignataire de l'établissement public territorial «Paris Terres d'Envol» en date du 29 juillet 2019,

**Considérant** la nécessité de mettre en place les nouveaux moyens de paiement à disposition des usagers.

**DÉCIDE**

**Article 1** De modifier l'article 4 de la décision n°18 du 22 février 2017 comme suit :

«Les recettes désignées à l'article 3 seront encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Chèques,
- Virement,
- Prélèvement automatique,
- Carte bancaire.»

**Article 2** Les autres articles restent inchangés.

**Article 3** Le Président et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 4** Ampliation de la présente décision sera adressé à :

- Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis,
- Madame le comptable public assignataire de l'Etablissement Public Territorial «Paris Terres d'Envol».

**Article 5** Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil de Territoire

**Pour extrait conforme**



Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20190730-36-30-07-2019-AU  
Date de transmission : 01/08/2019  
Date de réception préfecture : 01/08/2019